

Lorsque, en 1896, la situation en Crète eut tendance à s'empirer, les six grandes puissances se concertèrent pour trouver une solution à l'antagonisme entre les deux parties de la population candiote.

Tandis qu'encore en 1867 (après la répression sanglante par OMER-PACHA), l'Angleterre s'était abstenue de s'allier aux grandes puissances pour obtenir de la Turquie la cession de l'île à la Grèce, cette fois-ci elle fut de la partie : l'importance croissante de la route des Indes passant à proximité de l'île imposait un changement d'attitude.

Il paraît que les Puissances auraient proposé à Schaefer-Bey d'accepter le commandement de la gendarmerie. Il aurait décliné sous prétexte que l'acceptation de ces fonctions constituerait pour lui une *capitis diminutio*.

Au début de 1897 des troubles sérieux éclatèrent, de sorte que les Puissances firent mouiller dans les eaux de Crète une flotte internationale avec mission aux six amiraux de rétablir l'ordre. Ceux-ci n'y étant nullement parvenus, on se mit d'accord — en principe — pour faire nommer un gouverneur provisoire.

Cette fois-ci le colonel Schaefer prit intérêt à la question et, fort de certaines assurances, il se remua.<sup>1)</sup>

L'Angleterre, hautement intéressée au sort de l'île, avait essuyé un échec avec un premier candidat qui avait été trop visiblement son homme : le prince François-Joseph de BATTENBERG, marié avec la princesse Anne de Monténégro. En l'occurrence, la Grande-Bretagne jugea plus décent de ne pas proposer elle-même le colonel Schaefer.

On essaya donc de faire pousser cette candidature par l'Allemagne. Un correspondant luxembourgeois du « Petit Parisien » (5.11.1897) prétendit même que cela se serait fait par l'entremise du GRAND-DUC ADOLPHE (?) Toujours est-il que le Reich se récusa, probablement parce qu'il avait ses propres candidats, entre autres KAMPHOEVEN et von der GOLTZ-PACHA qui, de 1884 à 1896 avait dirigé l'instruction de l'armée turque.

C'est alors qu'on tenta, en mars ou avril, d'atteindre le Quay d'Orsay. L. H. DENAUT, depuis 1895 ministre de France à Luxembourg, se fit l'intermédiaire avec le russophile et anglophile Gabriel HANOTAUX.

Comme Kamphoeven ne plaisait pas aux Français et que, d'autre part, la personne de NUMA DROZ, ancien président de la Confédération suisse, dont le nom avait été mis en avant par la France, n'avait pas l'heur de plaire aux Allemands, ces deux puissances se mirent d'accord sur la personne de Schaefer.<sup>2)</sup>

Quant à l'Italie, elle donna également son accord. Fort prudemment, parce que persuadée qu'il n'en serait rien de la nomination de Schaefer,

<sup>1)</sup> Deux de ses beaux-frères, de leur côté, s'entremirent : le prince MALCOM-KHAN, ancien ambassadeur de Perse à Londres et habitant Paris ainsi que le chevalier de SUZARRA, directeur au ministère des affaires austro-hongroises et délégué à la commission internationale pour le contrôle des finances grecques.

<sup>2)</sup> Cette entente se sera probablement faite à la suite de la proposition du chancelier von BULOW au marquis de NOAILLES, ambassadeur de France à Berlin, d'entreprendre des démarches parallèles dans toutes les grandes questions d'intérêt général.